

Art. 3. In artikel 3, eerste lid, negende streepje, van hetzelfde besluit, wordt het woord „warmte” ingevoegd tussen de woorden “voor de levering van elektriciteit” en de woorden “en aardgas”.

Art. 4. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “de maximumprijzen voor de levering van elektriciteit en aardgas” vervangen door de woorden “de forfaitaire maatregelen inzake het sociaal tarief en van de maximumprijzen voor de levering van elektriciteit, warmte, en aardgas”;

2° in het derde lid worden de woorden “de forfaitaire maatregelen inzake het sociaal tarief en” ingevoegd tussen de woorden “de automatisering van” en de woorden “de maximumprijzen”.

Art. 5. In artikel 8, eerste lid, 4°, van hetzelfde besluit, worden de woorden “artikel 4 van de wet” vervangen door de woorden “artikel 4/1 van de wet, artikel 20, § 2/1 van de wet van 29 april 1999 en artikel 15/10, § 2/2 van de wet van 12 april 1965”.

Art. 6. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “de maximumprijzen voor de levering van elektriciteit en aardgas” vervangen door de woorden “de forfaitaire maatregelen inzake het sociaal tarief en de maximumprijzen voor de levering van elektriciteit, warmte en aardgas”;

2° in het tweede lid worden de woorden “de forfaitaire maatregelen inzake het sociaal tarief en” ingevoegd tussen de woorden “voor de terugbetaling van” en de woorden “het verschil tussen de maximumprijs”;

3° in het tweede lid worden de woorden “koninklijke besluiten van 21 januari 2004 tot vaststelling van de nadere regels voor de compensatie van de reële nettokost die voortvloeit uit de toepassing van de sociale maximumprijzen in de sector van elektriciteit en aardgas en de tussenkomstregels voor het ten laste nemen hiervan” vervangen door de woorden “koninklijke besluiten van 2012 en de koninklijke besluiten krachtens artikel 15/10, § 2/1, tweede lid van de wet van 12 april 1965”.

Art. 7. De minister bevoegd voor Economie en de minister bevoegd voor Energie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 mei 2022.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Energie,
T. VAN DER STRAETEN

Art. 3. A l'article 3, alinéa 1^{er}, 9^{ème} tiret, du même arrêté, les mots « , de chaleur » sont inséré entre les mots « pour la livraison d'électricité » et les mots « et de gaz naturel » .

Art. 4. A l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « des prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel » sont remplacés par les mots « des mesures forfaitaires sur le tarif social et des prix maximaux pour la fourniture d'électricité, de chaleur et de gaz naturel » ;

2° à l'alinéa 3, les mots « des mesures forfaitaires sur le tarif social et » sont insérés entre les mots « de l'automatisation » et les mots « des prix maximaux » .

Art. 5. A l'article 8, alinéa 1^{er}, 4°, du même arrêté, les mots « l'article 4 de la loi » sont remplacés par les mots « l'article 4/1 de la loi, l'article 20, § 2/1 de la loi du 29 avril 1999 et l'article 15/10, § 2/2 de la loi du 12 avril 1965 » .

Art. 6. Dans l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « les prix maximaux pour la livraison d'électricité et de gaz naturel » sont remplacés par les mots « les mesures forfaitaires sur le tarif social et les prix maximaux pour la livraison d'électricité, de chaleur et de gaz naturel » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « des mesures forfaitaires sur le tarif social et » sont insérés entre les mots « pour le remboursement » et les mots « de la différence entre le prix maximal » ;

3° à l'alinéa 2, les mots « arrêtés royaux du 21 janvier 2004 déterminant les modalités de compensation du coût réel net découlant de l'application des prix maximaux sociaux sur les marchés de l'électricité et du gaz naturel et les règles d'intervention pour leur prise en charge » sont remplacés par les mots « arrêtés royaux de 2012 et les arrêtés royaux conformément l'article 15/10, § 2/1, alinéa 2 de la loi du 12 avril 1965 » .

Art. 7. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions et le ministre qui a l'Energie dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mai 2022.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
P.-Y. DERMAGNE

La Ministre de l'Energie,
T. VAN DER STRAETEN

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/203070]

18 MAI 2022. — Décret modifiant le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il est inséré un nouvel article 183^{quater} rédigé comme suit : " Art. 183^{quater}. § 1^{er}. Pour les établissements qui ont été totalement ou partiellement détruits par les inondations survenues en Région wallonne en juillet 2021, l'application de l'article 10, § 3, est suspendue jusqu'au 15 juillet 2022, sans préjudice de l'application des dispositions du présent décret en matière de surveillance, mesures administratives et sanctions. Pendant cette période, l'exploitation peut être poursuivie dans le respect des conditions imposées par le permis en cours et pour autant qu'aucune transformation ou extension visée à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, ne soit apportée à l'établissement.

Les exploitants des établissements visés à l'alinéa 1^{er} qui ont poursuivi leurs activités dans la période comprise entre le 15 juillet 2021 et le 15 juillet 2022 introduisent la demande visée à l'article 10, § 3, dans les trente jours suivant le 15 juillet 2022.

A la condition que l'exploitant ait introduit la demande visée à l'article 10, § 3, dans le délai prévu à l'alinéa 2, tout établissement visé à l'alinéa 1^{er} peut poursuivre ses activités pendant l'instruction de la demande visée à l'article 10, § 3, et, au cas où l'autorité compétente déciderait qu'un nouveau permis est requis, jusqu'à la date de la décision sur la demande de permis, le cas échéant en recours.

§ 2. La suspension visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, n'est pas applicable aux exploitants qui souhaitent la mise en oeuvre de l'article 10, § 3, avant le 16 juillet 2022. "

Art. 2. La durée de validité du permis d'environnement ou du permis unique d'un établissement visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, dont la date d'échéance est comprise entre le 15 juillet 2021 et le 15 juillet 2022, est prolongée d'un an.

Art. 3. Les présentes dispositions s'appliquent uniquement aux établissements dont le siège d'exploitation se situe sur le territoire des communes visées soit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations survenues du 14 juillet au 16 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique, telle qu'étendue par l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2021, soit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations du 24 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique.

Art. 4. Le présent décret produit ses effets le 15 juillet 2021.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 18 mai 2022.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2021-2022.

Documents du Parlement wallon, 867 (2021-2022) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 18 mai 2022.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/203070]

18. MAI 2022 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird ein neuer Artikel 183^{quater} mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Art. 183^{quater} - § 1. Für Betriebe, die durch die Überschwemmungen in der Wallonischen Region im Juli 2021 ganz oder teilweise zerstört wurden, wird die Anwendung von Artikel 10 § 3 bis zum 15. Juli 2022 ausgesetzt, unbeschadet der Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets in Bezug auf Überwachung, Verwaltungsmaßnahmen und Strafen. Während dieses Zeitraums darf der Betrieb unter Einhaltung der durch die laufende Genehmigung auferlegten Bedingungen fortgesetzt werden, sofern keine der in Artikel 10 § 1 Absatz 2 Ziffer 2 genannten Umwandlungen oder Erweiterungen an der Einrichtung vorgenommen werden.

Die Betreiber der in Absatz 1 genannten Betriebe, die ihre Tätigkeit im Zeitraum zwischen dem 15. Juli 2021 und dem 15. Juli 2022 fortgesetzt haben, stellen den in Artikel 10 § 3 genannten Antrag innerhalb von dreißig Tagen nach dem 15. Juli 2022.

Unter der Voraussetzung, dass der Betreiber den in Artikel 10 § 3 genannten Antrag innerhalb der in Absatz 2 genannten Frist gestellt hat, darf jeder in Absatz 1 genannte Betrieb seine Tätigkeit während der Prüfung des in Artikel 10 § 3 genannten Antrags und, falls die zuständige Behörde entscheidet, dass eine neue Genehmigung erforderlich ist, bis zum Datum der Entscheidung über den Genehmigungsantrag, gegebenenfalls in Form eines Rechtsbehelfs, fortsetzen.

§ 2. Die in Paragraf 1 Absatz 1 genannte Aussetzung gilt nicht für Betreiber, die die Umsetzung von Artikel 10 § 3 vor dem 16. Juli 2022 wünschen."

Art. 2 - Die Gültigkeitsdauer der Umweltgenehmigung oder der Globalgenehmigung eines in Artikel 1 § 1 genannten Betriebs, deren Ablaufdatum zwischen dem 15. Juli 2021 und dem 15. Juli 2022 liegt, wird um ein Jahr verlängert.

Art. 3 - Die vorliegenden Bestimmungen gelten nur für Betriebe, deren Betriebssitz sich auf dem Gebiet der Gemeinden befindet, auf die sich entweder der Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2021 zur Anerkennung der Überschwemmungen vom 14. bis 16. Juli 2021 als allgemeine Naturkatastrophe und zur Abgrenzung ihrer geographischen Ausdehnung, wie durch Artikel 2 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 26. August 2021 erweitert, bezieht, oder der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. September 2021 zur Anerkennung der Überschwemmungen vom 24. Juli 2021 als allgemeine Naturkatastrophe und zur Abgrenzung ihrer räumlichen Ausdehnung.

Art. 4 - Das vorliegende Dekret wird am 15. Juli 2021 wirksam.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 18. Mai 2022

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen
und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen
Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2021-2022.

Dokumente des Wallonischen Parlaments 867 (2021-2022) Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 18. Mai 2022.

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/203070]

18 MEI 2022. — Decreet tot wijziging van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt een artikel 183quater ingevoegd, luidend als volgt: " Art. 183quater. § 1. Voor de inrichtingen die gedeeltelijk of volledig vernietigd zijn door de overstromingen die zich in juli 2021 in Wallonië hebben voorgedaan, wordt de toepassing van artikel 10, § 3, tot 15 juli 2022, onverminderd de toepassing van de bepalingen van dit decreet inzake toezicht, administratieve maatregelen en sancties. Tijdens deze periode kan de uitbating voortgezet worden met inachtneming van de voorwaarden, opgelegd bij de lopende vergunningen, en voor zover de inrichting geen enkele verbouwing of uitbreiding als bedoeld in artikel 10, § 1, lid 2, 2^o, heeft ondergaan.

De uitbaters van de inrichtingen bedoeld in het eerste lid die hun activiteiten hebben voortgezet tijdens de periode vervat tussen 15 juli 2021 en 15 juli 2022 dienen de aanvraag bedoeld in artikel 10, § 3, in binnen de dertig dagen volgend op 15 juli 2022.

Op voorwaarde dat de uitbater de aanvraag als bedoeld in artikel 10, § 3, heeft ingediend binnen de termijn bedoeld in het tweede lid, kan elke inrichting als bedoeld in het eerste lid haar activiteiten voortzetten tijdens de behandeling van de aanvraag bedoeld in artikel 10, § 3, en, in het geval waarin de bevoegde overheid zou beslissen dat er een nieuwe vergunning is vereist, tot aan de datum van de beslissing over de vergunningsaanvraag, in voorkomend geval in beroep.

§ 2. De opschorting bedoeld in § 1, lid 1, is niet van toepassing op de uitbaters die de uitvoering van artikel 10, § 3, wensen voor 16 juli 2022. "

Art. 2. De geldigheidsduur van de milieuvergunning of van de bedrijfsvergunning van een inrichting als bedoeld in artikel 1, § 1, waarvan de vervaldatum tussen 15 juli 2021 en 15 juli 2022 vervat is, wordt met één jaar verlengd.

Art. 3. Deze bepalingen zijn enkel van toepassing op de inrichtingen waarvan de bedrijfszetel zich op het grondgebied bevindt van de gemeenten bedoeld ofwel bij het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2021 waarbij de overstromingen die hebben plaatsgevonden van 14 tot 16 juli 2021 als een algemene natuurramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp wordt afgebakend, zoals uitgebreid bij artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2021, ofwel bij het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2021 waarbij de overstromingen van 24 juli 2021 als een algemene ramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp afgebakend wordt. **Art. 4.** Dit decreet heeft uitwerking vanaf 15 juli 2021.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 18 mei 2022.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek,
Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie
en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2021-2022:
Stukken van het Waalse Parlement, 867 (2021-2022) Nrs. 1 tot 3.
Volledig verslag, plenaire vergadering van 18 mei 2022
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/203062]

31 MARS 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant la composition et le fonctionnement du Comité wallon pour la protection des animaux d'expérience

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 20;

Vu le Code wallon du bien-être des animaux, articles D.71 et D.72;

Vu le rapport du 17 novembre 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 70.632/4 du Conseil d'État, donné le 19 janvier 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis n°14/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 21 janvier 2022;

Sur la proposition de la Ministre du Bien-être animal;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2010/63/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2010 relative à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le Code : le Code wallon du Bien-être des animaux;

2° le Comité : le Comité institué à l'article D.71, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code;

3° une Commission d'éthique : une commission d'éthique telle que visée à l'article 21 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux ou à l'article D. 73 du Code;

4° la Ministre : la Ministre du Bien-être animal;

5° le Service : la Direction du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement qui a le bien-être des animaux dans ses attributions.

CHAPITRE 2. — Composition du Comité

Art. 3. Le Comité est composé de dix-huit membres effectifs. Pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant. Sur proposition de la Ministre, le Gouvernement désigne les membres effectifs et suppléants pour une période de cinq ans à la suite d'un appel à candidatures publié au *Moniteur belge* et sur le portail bien-être animal du Service public de Wallonie.

Les membres ont un diplôme de niveau master, à l'exception du technicien qui est titulaire d'un diplôme de niveau baccalauréat et d'un certificat en sciences des animaux de laboratoire.